

## **Italie, fiscalité**

### ***Vers une harmonisation fiscale européenne qui encourage la compétitivité économique, tout en intégrant des dimensions écologiques et innovatrices ?***

L'Italie, en tant que membre central de l'Union européenne (UE), a toujours été un acteur majeur dans les discussions sur l'harmonisation fiscale. La question de l'harmonisation fiscale européenne, visant à encourager la compétitivité économique tout en prenant en compte des dimensions écologiques et innovatrices, est un enjeu complexe mais essentiel pour le futur de l'UE.

L'Italie a historiquement adopté une position favorable à une fiscalité plus harmonisée au sein de l'UE, mais tout en défendant les intérêts économiques de ses propres entreprises et secteurs. L'idée d'une harmonisation fiscale a pour objectif de réduire les distorsions fiscales entre les États membres, évitant ainsi une "course vers le bas" où les pays se livreraient à une compétition pour abaisser les impôts au détriment de l'équité fiscale et des recettes publiques. Pour l'Italie, une fiscalité harmonisée pourrait permettre de créer un marché unique plus intégré, où les entreprises pourraient fonctionner dans des conditions fiscales prévisibles et équitables. Cela serait particulièrement bénéfique pour des secteurs clés de l'économie italienne, tels que le tourisme, le design, l'agriculture, et l'industrie manufacturière, en réduisant les charges fiscales supplémentaires liées aux différences nationales.

Cependant, une attention particulière doit être portée à la manière dont les impôts sont structurés, afin de ne pas pénaliser les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont essentielles à l'économie italienne. L'harmonisation ne doit pas entraîner une uniformisation qui nuirait à des modèles fiscaux locaux plus adaptés à des réalités économiques spécifiques. L'Italie, comme d'autres pays européens, cherche à réduire son empreinte carbone et à atteindre les objectifs climatiques de l'UE. Dans ce contexte, l'intégration des dimensions écologiques dans l'harmonisation fiscale devient cruciale. Le système fiscal européen pourrait encourager les investissements dans les technologies vertes, les énergies renouvelables et les infrastructures durables, en accordant des incitations fiscales pour les entreprises qui adoptent des pratiques respectueuses de l'environnement.

Pour l'Italie, un modèle fiscal européen qui soutient la transition énergétique serait particulièrement pertinent. L'Italie dispose d'un potentiel considérable dans le domaine des énergies renouvelables, notamment grâce à son ensoleillement et à ses ressources maritimes. Les politiques fiscales, telles que des crédits d'impôt pour l'investissement dans les énergies renouvelables, ou des allègements fiscaux pour les entreprises ayant un impact environnemental faible, pourraient encourager une transition plus rapide et durable. Une autre dimension importante de l'harmonisation fiscale européenne est l'innovation. L'Italie, avec ses nombreuses entreprises innovantes dans les secteurs technologiques et industriels, a un fort intérêt à voir des politiques fiscales qui favorisent la recherche, le développement et

l'innovation. Cela pourrait se traduire par des crédits d'impôt pour la recherche et l'innovation, ou par des incitations fiscales pour les start-ups et les entreprises technologiques.

Le cadre fiscal européen pourrait soutenir des initiatives comme la numérisation des entreprises, le développement de technologies de pointe (telles que l'intelligence artificielle ou la robotique), et l'innovation dans les secteurs traditionnels comme l'agriculture et le tourisme, qui sont cruciaux pour l'économie italienne. Il est important que l'harmonisation fiscale ne soit pas perçue comme un frein à ces investissements, mais au contraire comme un levier pour encourager l'innovation et la transformation numérique. L'Italie soutiendrait une harmonisation fiscale européenne qui soutienne la compétitivité économique tout en favorisant l'innovation et la durabilité écologique. Cependant, il est essentiel que cette harmonisation soit flexible et tienne compte des spécificités nationales, des besoins des entreprises locales, et des objectifs environnementaux et sociaux. Une approche harmonisée ne devrait pas impliquer une standardisation des systèmes fiscaux, mais plutôt une coordination accrue des politiques fiscales pour garantir une concurrence loyale, promouvoir des comportements écologiques responsables, et encourager un climat d'innovation au sein de l'UE.